

# Israéliser la police américaine, palestiner le peuple américain

Plutôt qu'il n'a influencé les forces de l'ordre étasuniennes en les formant à être plus violentes, Israël a servi de modèle pour créer l'État sécuritaire américain.

Par Jeff Halper, le 19 juin 2020



Policiers pendant le sommet du G20 à Pittsburgh en 2009 (Photo : katesheets/Wikimedia)

On s'est beaucoup intéressé récemment à l'“entraînement” dispensé à la police américaine par Israël. Il est considérable et très présent. La question, cependant, n'est pas qu'Israël ait rendu les policiers étasuniens plus violents. Ils étaient violents et répressifs un siècle ou plus avant la fondation d'Israël. Ce n'est même pas qu'Israël ait aidé à militariser la police des États-Unis. C'est le cas,

bien sûr, mais de façon liée à des changements fondamentaux du paysage politique et économique américain.

L'“israélisation” de la police américaine commence à la suite des attentats du 11 septembre 2001 (9/11), mais s'explique par trois évolutions déterminantes aux États-Unis. Tout d'abord, à la date du 9/11, les effets destructeurs du néolibéralisme, apparus sous l'administration Reagan mais créant d'énormes disparités en termes sociaux et de revenus au cours des années Bush et Clinton. Ce phénomène suscita une exigence d'“ordre public”, des guerres intérieures (contre la drogue, contre le crime, contre les “radicaux”) et la nécessité de contrôler et de pacifier une classe précaire qui ne cessait de croître, des membres de la classe moyenne sous-employés et sous-payés, les “travailleurs pauvres” et les pauvres véritables largement racisés. C'est la police qui assure le maintien du capitalisme.

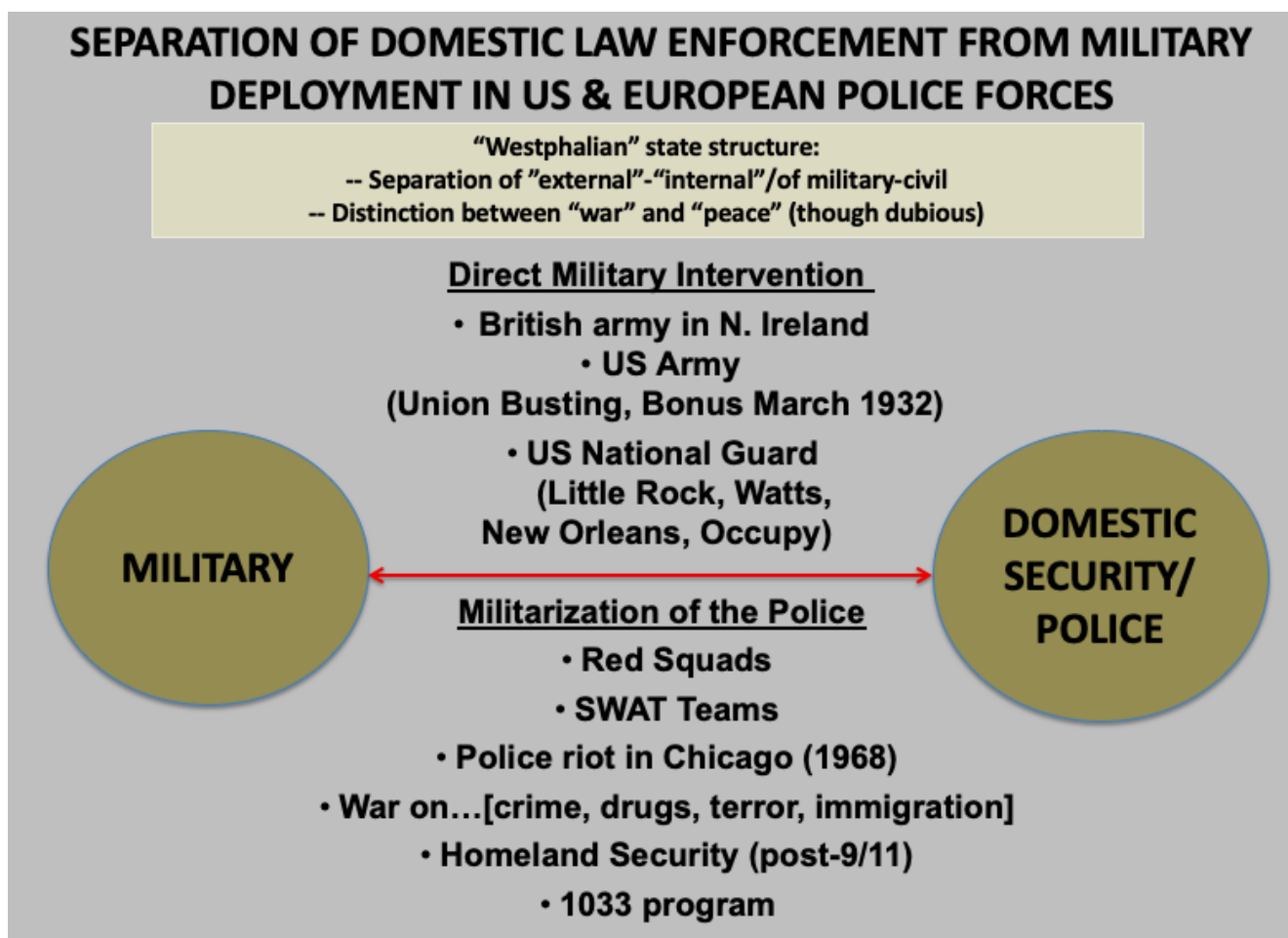
Deuxièmement, à la date du 9/11 les États-Unis avaient perdu l'Union soviétique et le communisme comme menace externe/interne susceptible d'être exploitée pour justifier des politiques répressives et antidémocratiques à domicile. Certes, la menace des “terroristes” était devenue un problème mineur à l'époque de Clinton, mais elle n'était pas liée étroitement à l'arène intérieure. Ce lien, la troisième source de l'“israélisation” de la police, est apparu à l'occasion du 9/11. Le Patriot Act, loi qui aujourd'hui encore limite de façon fondamentale les droits civiques et le droit des Américains à une procédure régulière, a été promulgué moins de deux mois après. De toute évidence, il était dans un tiroir et attendait le bon moment pour en sortir. Et là encore, les activités de la police deviennent le véhicule d'un domaine paramilitaire entièrement nouveau : la “sécurité intérieure”.

Telle était la toile de fond. Ce n'était pas une création israélienne. Mais Israël est un État sécuritaire depuis sa fondation en 1948 – j'irai jusqu'à faire remonter ses racines en tant que société fortement militarisée au début du vingtième siècle. L'État sécuritaire israélien a émergé au long de 125 ans de colonialisme de peuplement. La guerre continue d'Israël contre les Palestiniens, peuple/ennemi

intérieur/extérieur, produisant et intégrant l'insécurité et une préoccupation concernant la sécurité, l'a placé à l'endroit précis où souhaitait être l'Amérique post-9/11. Israël a fourni aux États-Unis – et en particulier à la police et aux organes sécuritaires – des politiques, des doctrines, des structures paramilitaires, un armement, tout un attirail en état de marche qui leur manquait mais dont ils avaient besoin pour construire un État sécuritaire américain. Israël a fourni le modèle et le matériel.

Mais quel est le problème ? Pourquoi les États-Unis ne peuvent-ils pas mettre en œuvre les politiques, créer la structure et produire les armes qui conditionnent un État sécuritaire, surtout une fois qu'ils ont la justification de la "sécurité intérieure" ? La réponse est analogue à la notion d'"indifférence à la couleur" (color-blindness). Dans *The New Jim Crow*, Michelle Alexander décrit le dilemme de la mise en œuvre de politiques de répression raciale à une époque (depuis les années 1960 et 70) où les expressions franches de racisme n'étaient plus acceptables. Elle montre comment la Guerre contre la drogue a récupéré la thématique raciale en la plaçant sous la rubrique de la lutte contre les stupéfiants, qu'il était difficile de critiquer. Les États-Unis ont eu le même problème pour évoluer vers un État sécuritaire. Comment subordonner les libertés civiles au maintien de l'ordre tout en conservant l'image d'une démocratie ?

Plus précisément, le “problème” qui empêchait les États-Unis de conférer à leur police le pouvoir de gérer la sécurité intérieure était le mur érigé par une loi, le Posse Comitatus Act de 1878. À l’instar de lois et règlements similaires dans des États européens, le Posse Act sépare strictement le maintien de l’ordre intérieur (sécurité intérieure) du déploiement de l’armée (sécurité extérieure). On peut représenter ainsi cette notion :



SÉPARATION ENTRE LE MAINTIEN DE L’ORDRE INTÉRIEUR ET LE DÉPLOIEMENT DE L’ARMÉE DANS LES FORCES DE POLICE ÉTASUNIENNES ET EUROPÉENNES

Structure étatique “westphalienne” :

– séparation entre “extérieur”-“intérieur” /entre militaire-civil

– distinction entre “guerre” et “paix” (parfois incertaine)

Intervention militaire directe

– armée britannique en Irlande du Nord

– armée étasunienne (répression des syndicats, protestation

des vétérans dite "Bonus March" en 1932)

– Garde nationale étasunienne (Little Rock, Watts, Nouvelle-Orléans, Occupy)

[dans les disques]

ARMÉE [à gauche] SÉCURITÉ INTÉRIEURE/POLICE [à droite]

Militarisation de la police

– Red squads (unités d'infiltration policière anti-subversives)

– Équipes SWAT (Special Weapons And Tactics – armes et tactiques spéciales)

– Répression des émeutes de 1968 à Chicago

– Guerre contre... (le crime, la drogue, le terrorisme, l'immigration)

– Sécurité intérieure (post-9/11)

– Programme 1033 (cession d'armes de guerre aux forces de police)

Cela ne veut pas dire que les forces armées ne peuvent pas être déployées à l'intérieur. La Garde nationale joue parfois ce rôle. Mais pour faire appel à la vraie armée, comme Trump a tenté de le faire à Washington, DC, il a fallu invoquer une loi peu connue, l'Insurrection Act de 1807, et le Pentagone y a opposé son refus.

Donc, même si les entreprises étasuniennes ont la capacité de produire un armement militaire, le "mur" leur a imposé des contraintes les empêchant de développer des armes de style militaire destinées à la police. Cela ouvre à Israël un immense marché, où il ne s'agit pas seulement d'adapter un armement militaire aux demandes du maintien de l'ordre, mais aussi au marché civil. La Israeli Weapons Industry (IWI) a ouvert à Middletown, Pennsylvanie, une usine de fabrication où elle produit, par exemple, un pistolet-mitrailleur Uzi pour la police. Cette usine produit une grande variété d'armes de maintien de l'ordre militarisées, notamment des lignes de fusils d'assaut Galil et Tavor et un fusil tactique dénommé Zion-15. (Jetez un coup d'œil au [site étasunien d'IWI](#).) Israël

est aussi le leader mondial dans le domaine des drones, fournissant 60% du marché mondial. Les drones deviennent des équipements de base des départements de police étasuniens, mais dans ce cas aussi, le "mur" suscite une difficulté : les drones sont utilisés fréquemment pour la surveillance, mais les drones armés sont encore interdits à la police étasunienne.

Une deuxième source de la militarisation israélienne de la police étasunienne provient de l'expérience israélienne elle-même. Le sionisme, de même que la "destinée manifeste" des États-Unis, constitue un mouvement de colonisation de peuplement. Dès lors que tous les peuples colonisés résistent à leur déplacement et à leur élimination, la communauté des colons vit dans une insécurité perpétuelle, un état d'urgence permanent, dans lequel tous les aspects de la vie sont militarisés. Une grande partie de la violence dans la culture américaine provient des campagnes génocidaires contre les peuples américains indigènes (Andrew Jackson est le président préféré de Trump), et de nombreux westerns ont précisément pour sujets centraux des shérifs et des chefs de police, révélant à quel point le maintien de l'ordre est étroitement lié à la colonisation violente. Dès les années 1870, cependant, le système colonial américain avait largement pacifié les peuples indigènes. Cela a permis de passer à un système plus civil ; la promulgation du Posse Act de 1878 a précisément servi à rendre civile la police. En Israël, cela ne s'est jamais produit. Les Palestiniens restent une source puissante de résistance à la colonisation, et Israël est donc le seul pays occidental à ne pas séparer les deux pratiques de maintien de l'ordre, l'une civile et l'autre militaire. Au contraire, en criminalisant comme "terroriste" la résistance palestinienne, Israël combine les visées de la police et celles de l'armée. Ainsi, en Israël, la police n'est pas séparée de l'armée mais associée à une variété d'unités paramilitaires qui les unissent, comme le montre ce graphique

:

## WHAT DOES ISRAEL “CONTRIBUTE” TO WESTERN POLICE FORCES?

### Israeli model of a nation-in-arms; Military definition of reality

- The body politic is completely diffused with military and securocratic practices and values
- Only certain people (mainly white middle class) are citizens
- Little separates policing, domestic security, intelligence gathering and military operations, either juridical or operationally, domestic or international
- No distinction between “war” and “peace;” permanent state of emergency; seek “security”



QUELLE EST LA “CONTRIBUTION” D’ISRAËL AUX POLICES OCCIDENTALES ?

Modèle israélien d’une nation en armes ; définition militaire de la réalité

- Le corps social est complètement imprégné de pratiques et de valeurs militaires et sécuocrates
- Seules certaines personnes (principalement la classe moyenne blanche) détiennent la citoyenneté
- Peu de choses séparent l’action policière, la sécurité intérieure, la collecte de renseignements et les opérations militaires, sur le plan juridique ou opérationnel, sur le plan intérieur ou international
- Pas de distinction entre la “guerre” et la “paix” ; état d’urgence permanent ; recherche de la “sécurité”

[disque de gauche] ARMÉE

[disque central] – MOSSAD – SHIN BET/SHABAK/GSS – POLICE AUX FRONTIÈRES/YASAM/YAMAM – DUVDEVAN (FDI) – COMMANDEMENT DU

## FRONT INTÉRIEUR

---

Sécurisation/pacification (MISSILE Complex)

Mission policière de haute intensité : le peuple comme ennemi

Tel est le type de restructuration des forces de police étasuniennes préconisé par Israël. La police israélienne est loin d'être un simple organe civil chargé du maintien de l'ordre et du respect de la loi. C'est une organisation paramilitaire, dépendant du ministère de la Sécurité intérieure, qui est intégrée dans un ensemble plus vaste d'organes militaires et de sécurité au nom d'un régime d'"urgence permanente". Israël considère la majorité de la population du pays – les citoyens palestiniens d'Israël et les non-citoyens du Territoire occupé ainsi que d'autres segments de la société israélienne, depuis les demandeurs d'asile africains jusqu'aux progressistes et personnes de gauche "pro-arabes" – comme "l'ennemi". La fonction essentielle de la police d'Israël n'est donc pas essentiellement une mission civile – protéger la société dans son ensemble – mais la contre-insurrection et le contre-terrorisme.

La police israélienne est très franche à ce sujet. Son site web officiel définit son rôle comme "la prévention des actes terroristes, le démantèlement des engins explosifs et le déploiement lors d'incidents terroristes", passant ensuite seulement à des questions policières plus banales comme l'application de la loi, la lutte contre la criminalité et la surveillance de la circulation. Le contre-terrorisme est désigné comme "mentalité", un chevauchement important existant entre "l'action policière de haute intensité" et "la guerre de basse intensité" sur un "espace de bataille" sécurocratique commun. Avi Dichter, ancien directeur du Shin Bet puis ministre de la Sécurité intérieure, [prenant la parole devant 10 000 policiers](#) dans le cadre de l'Association internationale des Chefs de police à Boston, a utilisé le terme



“crimiteerroristes” pour souligner “le lien intime entre le combat contre les criminels et le combat contre les terroristes”. “Le crime et la terreur sont deux faces d’une même pièce”, a-t-il affirmé.

La réputation mythique d’Israël comme principale puissance antiterroriste du monde lui donne un fort pouvoir d’influence au Congrès, au Pentagone, dans les cercles liés à la sécurité intérieure et parmi les policiers. La police paramilitaire d’Israël correspond bien aux tendances paramilitaires déjà présentes dans les départements de police américains. Dès le milieu des années 1960 Philadelphie et Los Angeles avaient créé des équipes SWAT– le sens originel de cet acronyme étant “Special Weapons Attack Team”, un concept qui ne semble pas très civil. Ainsi commence ce que Radley Balko appelle “l’essor du flic guerrier”. Aujourd’hui 80% des forces de police ont des équipes SWAT.



Tireur d'élite, l'arme pointée, à bord d'un véhicule SWAT pendant les manifestations de Ferguson, Missouri, après l'homicide de Michael Brown par la police, août 2014  
(Photo: Jamelle Bouie/Wikimedia)

Examinons brièvement la façon dont les forces de police appliquent aux villes américaines les principes exposés dans le manuel israélien de contreterrorisme. Prenons la notion israélienne selon laquelle le renseignement est la clé de la prévention et de l'interception. Au début des années 2000, le New York Police Department (NYPD) met sur pied une "unité démographique" qui envoie des agents infiltrés surnommés "rakers" (ratisseurs) cartographier le "terrain humain" des quartiers de minorités pris pour cible – "sur le modèle", selon une source du NYPD, "de la façon dont les autorités israéliennes procèdent en Cisjordanie". Des informateurs appelés "mosque crawlers" (rats de mosquées) suivent les sermons et les activités de la mosquée. Une "Unité d'interception des terroristes" utilise les pistes qu'ils repèrent, et un autre détachement, la Special Services Unit, mène des activités clandestines – parfois illégales– en dehors de la ville de New York.

En 2012, le NYPD a même ouvert une antenne israélienne au quartier général de la police du district de Sharon, à Kfar Saba, afin "de coopérer de façon quotidienne avec la police israélienne". "Si un auteur d'attentats se fait sauter à Jérusalem, le NYPD accourt sur les lieux", [dit Michael Dzikansky, agent du NYPD qui a exercé ses fonctions en Israël.](#) "J'étais là pour poser des questions new-yorkaises : 'Pourquoi cet emplacement ? Est-ce que l'homme qui s'est fait sauter a fait quelque chose de particulier ? Y a-t-il eu un avertissement ? Y a-t-il eu une défaillance du dispositif de sécurité ?'" Dzikansky, par la suite, a été co-auteur d'un livre : Terrorist Suicide Bombings: Attack Interdiction, Mitigation, and Response, autre exemple de la

manière dont les pratiques sécuritaires israéliennes pénètrent dans l'application de la loi aux États-Unis.

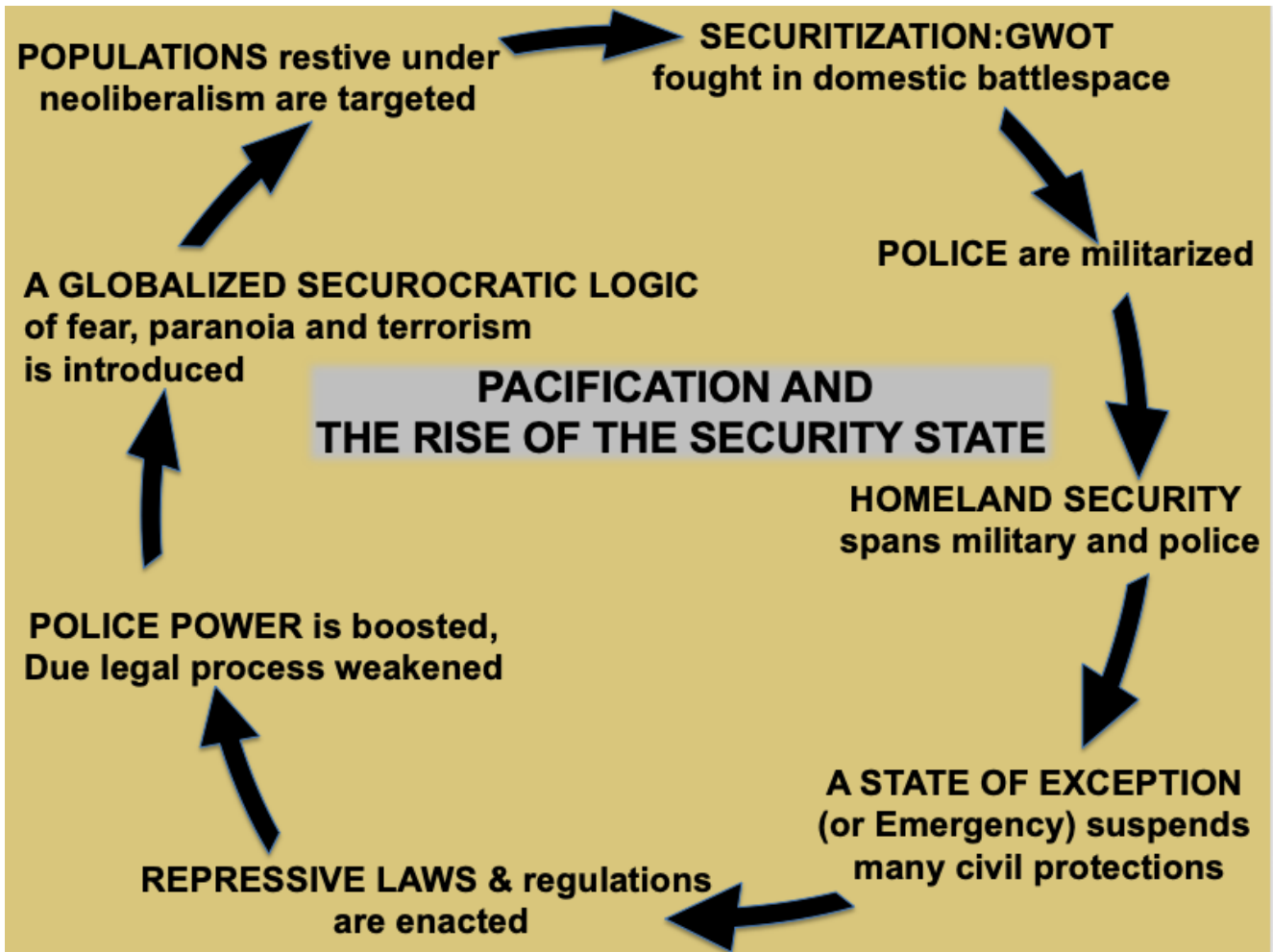
Cathy Lanier, cheffe de la police de Washington DC, qui a [affirmé](#) : “Dans ma vie, aucune expérience n'a eu plus d'impact sur ma façon de travailler que mon séjour en Israël”, a autorisé des postes de contrôle dans un quartier agité du Nord-Est de DC, Trinidad, pour surveiller et contrôler les violences urbaines et le commerce illégal des stupéfiants.

“La guerre”, bien sûr, est depuis longtemps un concept politique américain, surtout dans le domaine des relations raciales. Le maintien de l'ordre américain s'est militarisé visiblement quand Reagan a déclaré la Guerre contre la drogue. Cette “guerre” a ensuite été hissée au rang de véritable guerre par Bush senior. Au début des années 1990, il a déclenché un programme autorisant le transfert de surplus d'équipement militaire, d'armes et véhicules tactiques aux forces de l'ordre aux fins d'usage dans “la lutte contre la drogue”. L'administration Clinton a poursuivi la militarisation des missions de police en adoptant en 1994 la Violent Crime Control and Law Enforcement Act (loi de lutte contre la violence criminelle et de maintien de l'ordre, dont l'auteur est Joe Biden). Cette loi, selon Michelle Alexander, a établi l'infrastructure légale du système étasunien de castes raciales, puisqu'elle a débouché sur l'incarcération de masse et la suppression des droits de millions de Noirs. En 1997, l'administration Clinton a instauré le programme 1033 qui développait le transfert d'équipement militaire à la police. Aujourd'hui, la police d'Oxford, Alabama, dispose d'un véhicule blindé de transport de troupes ; à Lebanon, Tennessee, les policiers ont un char d'assaut.

Ajoutez à tout cela la bien réelle “Guerre contre le

Terrorisme” dans le sillage du 9/11 : le résultat, c’est que pratiquement tous les Américains subissent une police militarisée et la privation de leurs droits, en particulier par le biais du Patriot Act, une attaque contre les libertés civiques plaçant les États-Unis dans un état d’urgence permanent. Cette loi donne aux autorités le pouvoir de court-circuiter la procédure régulière – un aspect qui décrit parfaitement le comportement de la police américaine aujourd’hui. (Le Patriot Act a été reconduit par le Congrès sous toutes les administrations.) Les méthodes militarisées qui ont permis de démanteler les camps d’Occupy ont montré que de jeunes Blancs de classe moyenne rejetant le néolibéralisme peuvent être réprimés aussi facilement que les habitants d’un quartier noir.

En conséquence, la police, mécontente depuis longtemps du “mur” qui freine ses penchants à la violence et à la répression – lesquelles, en fait, avaient été le but originel de la création de la police – disposait maintenant d’une justification juridique et idéologique pour l’effriter. En dernière analyse, la “contribution” d’Israël au maintien de l’ordre étasunien est le concept d’État sécuritaire, son propre modèle de démocratie militarisée. L’État sécuritaire colporté par Israël est en réalité un État policier plus élaboré, dont la population est facilement manipulée par l’obsession de la “sécurité”. C’est un État mu par la logique de la guerre permanente, dans lequel l’exigence de “sécurité” surpasse toutes les protections démocratiques. Le tableau suivant montre la logique circulaire de l’État sécuritaire en voie d’évolution.



[Au centre] PACIFICATION ET ESSOR DE L'ÉTAT SÉCURITAIRE  
 [En bas à droite, puis sens des aiguilles d'une montre]  
 UN ÉTAT D'EXCEPTION (ou d'urgence) suspend de nombreuses protections civiles  
 DES LOIS ET RÈGLEMENTS RÉPRESSIFS entrent en vigueur  
 LES POUVOIRS DE LA POLICE sont renforcés, les procédures juridiques régulières sont affaiblies  
 UNE LOGIQUE SÉCUROCRATIQUE GLOBALE de peur, de paranoïa et de terrorisme s'instaure  
 LES POPULATIONS rétives au néolibéralisme sont ciblées  
 SÉCURISATION : GWOT (Global War On Terror, guerre globale contre le terrorisme)  
 LA POLICE est militarisée  
 LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE associe l'armée et la police

En gros, le travail de la police est de contrôler les zones endémiques d'insécurité du capitalisme prédateur sous différents noms : Guerre contre la drogue, Guerre contre le crime, Guerre globale contre le terrorisme, "guerres

sécurocratiques,” “guerres au sein du peuple”, “guerres pour les ressources”, contre-insurrections, campagnes pour la loi et l’ordre, et autres euphémismes. Ce qui unit les groupes de personnes de couleur pauvres et racisées, les travailleurs et travailleuses dans leur ensemble, le “précariat” de la classe moyenne et les jeunes qui aspirent simplement à accéder au marché du travail, c’est que l’économie néolibérale ne vous propose aucune place, à part des boulots temporaires, et que vous devrez tou·tes affronter la police –l’agent d’exécution du capitalisme – si vous menacez le système qui est en train de vous détruire. Voilà en quoi consiste l’attitude circulaire de tolérance zéro que l’État sécuritaire communique à la police. Elle s’articule bien avec le rôle de la police dans l’histoire, qui a engendré la culture violente de la police. S’il est possible d’aiguillonner les États-Unis sur la voie de leur transformation en État sécuritaire (nul besoin de grands efforts), Israël n’y gagne pas seulement un important marché pour les technologies de répression mais un allié fiable dans son propre combat contre la résistance palestinienne. La formation de la police et la hasbara sont étroitement liées.

Passons donc à la formation de la police américaine par Israël. À partir de 2002, juste après 9/11, toute une gamme de programmes de formation a émergé. Un organisme américain, le Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA, Institut juif pour les affaires de sécurité nationale), qui estime qu’il n’existe pas de différence entre les intérêts des États-Unis et ceux d’Israël sur le plan de la sécurité nationale, a alors lancé son programme d’échanges pour le maintien de l’ordre, le Law Enforcement Exchange Program (LEEP). Il a pour partenaires la police nationale d’Israël, le ministère israélien de la Sécurité intérieure et le service de sécurité intérieure israélien (Shin Bet), avec le soutien de

l’Association internationale des Chefs de police, de la Major

County Sheriffs Association (association des shérifs des grands comtés), de la Major City Chiefs Association (association des chefs de police des grandes villes) et du Police Executive Research Forum (Forum de recherche des cadres de la police), afin d'envoyer en Israël pour y recevoir une "éducation" des chefs de police, des shérifs, des cadres responsables du maintien de l'ordre, des directeurs de la sécurité intérieure au niveau étatique, des chefs de la police au niveau étatique et des responsables fédéraux du maintien de l'ordre. Plus de 9500 agents du maintien de l'ordre ont participé à ce jour à douze rencontres. "Les connaissances recueillies grâce à l'observation et à la formation au cours du voyage du LEEP", s'est exclamé sur le site du JINSA le colonel Joseph R. (Rick) Fuentes, surintendant de la police de l'État du New Jersey, "ont suscité d'importants changements de la structure organisationnelle de la police de l'État du New Jersey et ont entraîné la création du département de sécurité intérieure."

L'Anti-Defamation League (ADL, Ligue anti-diffamation) organise deux fois par an à Washington, DC un programme de formation supérieure. Son "École" a formé plus de 1000 professionnels étasuniens du maintien de l'ordre, représentant 245 organismes fédéraux, étatiques ou locaux. L'ADL dirige également le National Counter-Terrorism Seminar (NCTS, séminaire national de contre-terrorisme), qui rassemble en Israël des responsables du maintien de l'ordre venus de tous les États-Unis pour une semaine de formation intensive au contre-terrorisme, tout en mettant en relation des cadres américains du maintien de l'ordre avec la police nationale israélienne, les FDI et les services de renseignement et de sécurité israéliens.

Vous vous souvenez d'IWI, le fabricant israélien d'Uzi ? Cette société dirige à Paulden, Arizona, une école de police ouverte

au grand public ainsi qu'aux policiers. Et puis il y a le Georgia International Law Enforcement Exchange (GILEE, programme géorgien d'échanges internationaux sur le maintien de l'ordre), un autre centre israélien important de formation policière installé à l'université d'État de Géorgie à Atlanta, dans un immeuble aux allures de boîte noire. (Vous pouvez accéder à leur vidéo "Community Policing in a Time of Polarization and Anti-Semitism".)

Le recours à la "violence" n'est pas la question centrale de la formation policière israélo-étasunienne. Un point intéressant à noter : les violences de personne à personne qui caractérisent la police américaine dans les situations de conflit sont absentes en Israël. Il est rare que les policiers israéliens passent des menottes aux personnes ou sortent leur arme, ce qui est le premier instinct des flics

américains. Dans l'action de la police israélienne, la "violence" est plus maîtrisée, comme au combat. On a moins affaire à une violence de type macho, et je crois que c'est un enseignement central qu'Israël essaie de transmettre à la police américaine : Frappez plus vite que vous ne le faites. En effet, on ne trouve pas en Israël de raffinements comme de lire leurs droits aux suspects ou d'entrer en relation avec eux, comme on l'a vu lors de l'homicide de Rayshard Brooks à Atlanta la semaine dernière [12 juin 2020]. À mesure que les droits civiques continuent à se rétrécir dans l'État sécuritaire américain, cette situation deviendra peut-être possible. Par ailleurs, les policiers israéliens ne passent pas aussi brusquement de l'interpellation au tir par arme à feu. Ils préfèrent réagir uniquement en contrôlant la situation.



Mais lorsqu'apparaît la nécessité de tirer, les policiers israéliens passent rapidement en mode militaire. Un agent américain de sécurité [raconte ce qu'il a appris](#) pendant une période passée en Israël avec une unité spéciale de police Yamam, analogue à une équipe SWAT :

*“En ce qui concerne les tirs, la grande différence entre les formations israélienne et américaine, c'est notre philosophie sur le combat rapproché ou urbain. La différence la plus importante entre ce que faisaient les Israéliens et ce que nous, les Américains, nous avons appris à faire, c'était que souvent, ils proposaient pratiquement de foncer sur une position ennemie en vidant des magasins entiers. En général, quelques secondes suffisaient pour liquider un magasin, si bien que le succès dépendait fortement de la capacité à recharger rapidement. À l'entraînement, nous avancions de 40 ou 50 mètres à la fois en milieu urbain, sans cesser de tirer en mode entièrement automatique. De retour aux États-Unis, l'attaque est plus contrôlée. On nous a appris, mettons, à tirer des rafales de trois secondes puis à nous mettre à couvert. Ce n'est pas la façon de faire de l'appareil sécuritaire israélien, et même si dans certaines circonstances c'est trop audacieux, dans un scénario approprié, je ne peux pas imaginer une façon plus efficace de gagner du terrain.”*

Tout cela s'intègre à ce que j'appelle la Palestine globale. Ne pensez pas qu'Israël développe tout cet ensemble très élaboré – armement, technologies de répression, tactiques de contrôle des populations, structure de l'État sécuritaire – uniquement pour contrôler les Palestiniens. Ce sont des cobayes, et le Territoire occupé n'est qu'un laboratoire. Cet élément du complexe militaro/industriel israélien est conçu pour l'exportation, et votre police figure parmi les acheteurs. Pour citer la conclusion de Steven Graham, “l'intégration entre les complexes sécuritaires-industriels et

les complexes militaro-industriels d'Israël et des États-Unis est engagée. Plus encore, les complexes sécuritaires-militaires-industriels en voie de formation dans ces deux nations commencent à être reliés de façon organique, si bien qu'on pourrait raisonnablement les considérer aujourd'hui comme une entité transnationale diversifiée mais unique". Complétez donc les pointillés. À mesure que la police des États-Unis "s'israélise", vous, le peuple américain, vous vous "palestinisez".

**Traduction** : SM pour l'Agence Média Palestine

**Source** : [Mondoweiss](#)